

A Blois, le 27 mai 2016

**DECLARATION LIMINAIRE DE SOLIDAIRES-FINANCES PUBLIQUES**  
**CTL DU 27 MAI 2016**

Monsieur le Président,

Un mois après le CTL sur l'annonce de la disparition des trésoreries mixtes d'Onzain et de Marchenoir, six mois après la disparition effective des trésoreries de Salbris et Selles/Cher, et un an et demi après le transfert du SPF de Romorantin à Blois, pour ne citer que cela, la destruction progressive de la DGFIP comme administration de réseau, structurante pour les territoires, se poursuit méthodiquement. Vous continuez à décliner le schéma départemental d'Adaptation des Structures et du Réseau avec deux nouvelles restructurations, le transfert du SPF de Vendôme à Blois au 1/9/2017 et la création du SPF-Enregistrement au 1/5/2017.

Les raisons invoquées sont toujours les mêmes : les désormais fameuses « fragilités » des ressources humaines, directement issues des politiques de rigueur budgétaire créées et des vagues dogmatiques de suppressions d'emplois, entraînant concentration des missions et réduction drastique du maillage territorial au nom du tout dématérialisation. Pour les agents, cela signifie dégradation des conditions de travail et mobilité contrainte. Pour les usagers, c'est la déshumanisation du rapport au service public et un éloignement géographique.

L'annonce concomitante par notre DG de ses « Lignes Directrices de la DGFIP » peut être considérée comme une véritable provocation. Celles-ci annoncent rien de moins que le démantèlement de notre outil de travail. Entre autres :

- la réduction de l'accueil physique jusqu'à son remplacement par des rendez-vous, alors que les usagers sont avant tout attachés à un service public de vraie proximité et d'un contact humain de qualité ;
- l'accélération du tout-numérique, alors qu'il doit être un moyen supplémentaire offert à l'usager et non le recours exclusif de sa relation avec notre administration ;
- la concentration des missions aux niveaux départemental, régional voire inter-régional ;
- la formation, sacrifiée sur l'autel de l'austérité ;
- la remise en cause renouvelée des règles de gestion du personnel avec la fusion des RAN et le recours aux postes à profil
- cela va même jusqu'à la volonté de supprimer le numéraire, allant à l'encontre d'une équité de traitement pour les publics les plus fragilisés

La DGFIP doit être considérée comme une administration prioritaire à l'heure où il faut lutter contre le blanchiment d'argent qui finance en partie le terrorisme, la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales révélées par les affaires Luxleaks et Panama Papers.

C'est pourquoi Solidaires-Finances Publiques appelle à une journée nationale d'actions à la DGFIP le 2 juin, afin de peser sur les discussions budgétaires 2017.